

Où en est le mouvement pour l'abolition nucléaire ?

Lawrence S. Wittner

L'idée d'un monde sans armes nucléaires qui a suscité par le passé un mouvement social important¹ mobilise encore aujourd'hui. Le désarmement nucléaire est aujourd'hui une revendication majeure du mouvement mondial pour la paix, un réseau complexe d'organisations nationales et internationales touchant des groupes différents. L'objectif d'abolition nucléaire mobilise de nombreux autres groupes de la société civile, comme des associations religieuses, des organisations syndicales, des groupes écologistes et des partis politiques. En outre, l'opinion publique soutient aussi largement l'idée d'un monde sans armes nucléaires. Cet article entend faire le point sur les campagnes de mobilisation actuelles et sur la position de l'opinion publique sur la question. Il évoque aussi certaines des difficultés auxquelles se heurtent les militants du désarmement et tente de voir comment améliorer les différentes campagnes.

Les organisations

Le Bureau international de la paix est la plus importante association mondiale pour la paix ; fondé il y a plus d'un siècle, il reçut en 1910 le prix Nobel de la paix. Le Bureau international de la paix comprend 320 organisations membres dans 70 pays et plus d'une vingtaine de réseaux internationaux. En plus des actions engagées par ses membres, au cours de l'année écoulée, le Bureau international de la paix a pris part aux commémorations à Hiroshima et Nagasaki des bombardements atomiques de 1945, aidé à planifier la grande conférence des organisations non gouvernementales (ONG) ainsi qu'un grand rassemblement au début de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en 2010 et soutenu des groupes qui se mobilisent pour un traité d'abolition nucléaire (souvent appelé convention sur les armes nucléaires). Il a aussi publié une vaste étude sur les dépenses que représentent les armes nucléaires et sur divers aspects de la menace nucléaire ; il participe au Comité spécial des ONG sur le désarmement à Genève².

Les associations internationales de professionnels jouent aussi un rôle crucial dans la campagne pour le désarmement nucléaire. L'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire (IPPNW), un autre lauréat du prix Nobel (1985), compte 57 000 membres et des organismes lui sont rattachés dans 63 pays³. Cette organisation de médecins et autres professionnels de la santé souligne les dangers des armes nucléaires sur le plan médical et pour la santé publique comme l'indique sa dernière publication intitulée *Zero Is the Only Option*⁴. Elle participe à des conférences des Nations Unies, à des séances d'information organisées par des gouvernements et des parlements, fait des présentations à des associations médicales ou des écoles de médecine et défend activement l'idée d'une convention sur les armes nucléaires.

Lawrence S. Wittner est professeur honoraire d'histoire à la State University of New York, Albany. Le dernier livre qu'il a publié s'intitule *Confronting the Bomb: A Short History of the World Nuclear Disarmament Movement* (Stanford, Californie, Stanford University Press, 2009).

L'Association internationale des juristes contre les armes nucléaires (IALANA), qui a son siège en Allemagne et des bureaux dans la région du Pacifique, en Asie du Sud et aux États-Unis, a tiré profit de l'expertise juridique de ses membres et travaillé avec IPPNW et le Réseau international des ingénieurs et des scientifiques contre la prolifération (INESAP) à l'élaboration d'un modèle de convention relative aux armes nucléaires. IALANA souligne l'intérêt d'adopter une telle convention. IALANA insiste aussi pour que le droit international humanitaire s'applique aussi à la question des armes nucléaires⁵. L'INESAP, qui n'est pas une organisation à caractère associatif, bénéficie toutefois d'un réseau de plusieurs centaines de militants dans 25 pays. Elle préconise l'adoption d'un traité d'abolition nucléaire et agit pour trouver des solutions aux difficultés techniques du désarmement ; elle réfléchit ainsi à des systèmes de vérification adaptés pour un éventuel traité d'abolition⁶.

Le mouvement pour le désarmement nucléaire repose aussi sur plusieurs associations pacifistes internationales comme le Mouvement international de la réconciliation, Pax Christi et l'Internationale des résistants à la guerre. La Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté (LIFPL) est particulièrement engagée dans la campagne antinucléaire qu'elle soutient par le biais de son projet Reaching Critical Will⁷.

La mobilisation internationale pour le désarmement nucléaire progresse aussi parmi les politiques. Le réseau Parlementaires pour la non-prolifération et le désarmement nucléaires, qui veut inciter les membres des assemblées législatives à se mobiliser pour le désarmement, compte aujourd'hui plus de 700 parlementaires dans 75 pays⁸. Mayors for Peace a fait encore mieux. Dirigé par le maire de Hiroshima, Tadatashi Akiba, Mayors for Peace est aujourd'hui soutenu par les maires de 4 207 villes de 144 pays et régions. L'organisation prône un monde sans armes nucléaires. Elle multiplie donc les activités en particulier les réunions, les présentations, le prêt de matériel d'exposition et les campagnes encourageant la rédaction de lettres⁹.

Des organisations pour la paix préconisant le désarmement nucléaire se mobilisent aussi au niveau national. Certaines d'entre elles sont particulièrement importantes. La Campagne pour le désarmement nucléaire (Royaume-Uni), qui mène une lutte acharnée contre la modernisation du programme d'armement nucléaire du Royaume-Uni et qui prône un monde sans armes nucléaires, compte 35 000 membres. Aux États-Unis, Peace Action (fruit de la fusion entre le Committee for a SANE Nuclear Policy et la Nuclear Weapons Freeze Campaign), qui compte 100 000 membres, s'oppose à la modernisation du complexe américain de production d'armes nucléaires, encourage les États-Unis à ratifier les traités de désarmement nucléaire et prône l'adoption d'une convention sur les armes nucléaires. D'autres grandes organisations internationales prônent le désarmement nucléaire comme le Japan Council against Atomic and Hydrogen Bombs, le Japan Congress against A- and H-Bombs et, en France, le Mouvement de la Paix.

Bien évidemment, nombreux sont ceux qui adhèrent à plusieurs organisations au niveau national ou international. Dans un même pays, des personnes adhèrent à plus d'un groupe. Il est, par conséquent, impossible de faire le décompte exact des gens qui sont membres d'une organisation pour la paix ou le désarmement. L'on peut néanmoins estimer à plusieurs millions les gens qui sont membres d'organisations faisant du désarmement nucléaire une grande priorité.

Il existe, en outre, de puissantes organisations internationales de la société civile qui, bien qu'elles se concentrent sur d'autres sujets, soutiennent le désarmement nucléaire, lui conférant une crédibilité supplémentaire. Citons, par exemple, la Confédération syndicale internationale (qui a réussi, avant la Conférence d'examen du TNP en 2010, à récolter des millions de signatures pour une pétition en faveur de l'abolition nucléaire)¹⁰, le Comité international de la Croix-Rouge (qui réclame depuis très longtemps l'abolition des armes nucléaires)¹¹, le Conseil œcuménique des églises (qui a récemment réitéré son appel en faveur d'un monde sans armes nucléaires)¹² et Greenpeace¹³. Des partis politiques importants – en particulier au sein de l'Internationale socialiste, l'organe mondial des partis socialistes et sociaux-démocrates – prônent aussi le désarmement nucléaire et l'avènement d'un monde sans armes nucléaires¹⁴. Ces organisations sont parfois en relation étroite avec les groupes engagés pour le désarmement nucléaire. Ainsi, la Campagne pour le désarmement nucléaire (Royaume-Uni) compte, parmi les organismes qui la soutiennent, des syndicats représentant plus d'un million de membres¹⁵.

Depuis quelques années, les organisations du désarmement profitent des nouvelles technologies pour se faire entendre de l'opinion publique et des organisations de la société civile sensibles à leur cause. Grâce à Internet, les groupes du désarmement peuvent faire des envois massifs de messages électroniques et utiliser des listes de diffusion pour mobiliser leurs membres. La création de sites web attractifs et la possibilité de faire suivre des messages leur permet en outre, et c'est tout aussi important, de faire passer leur message à toujours plus de gens et d'attirer de nouveaux membres et de nouvelles contributions financières. La rapide progression des publications électroniques a été une aubaine pour les militants du désarmement ; ils peuvent ainsi sortir des carcans habituels des publications imprimées et des réseaux de télévision. Le développement des réseaux sociaux leur est également très utile car il favorise la constitution de groupes d'intérêts et les mises en relation.

Les campagnes

Les organisations antinucléaires ont lancé un certain nombre de campagnes pour l'abolition des armes nucléaires. Abolition 2000 est probablement la plus ancienne ; elle fut organisée en 1995 par des ONG qui déploraient le choix des États parties qui, alors qu'ils allaient examiner la question de la prorogation du TNP, n'avaient pas inclus l'élimination des armes nucléaires dans l'ordre du jour de la conférence. En 1995, lors de la Conférence d'examen et de prorogation du TNP, un certain nombre d'ONG se réunirent pour signer l'Abolition Statement. Depuis, Abolition 2000 a progressé et regroupe aujourd'hui plus de 2 000 organisations dans

plus de 90 pays, mais reste un réseau très peu structuré et sans grande cohésion ni direction concernant les activités des organisations participantes¹⁶.

Une initiative plus petite mais plus dynamique et mieux définie a démarré en 2006 : l'International Campaign to Abolish Nuclear Weapons (ICAN). Lancée par IPPNW et motivée par le succès de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres (ainsi que par l'échec en 2005 de la Conférence d'examen du TNP), ICAN est aujourd'hui soutenue par plus de 200 organisations dans 60 pays, y compris IPPNW, IALANA, International Network of Scientists and Engineers for Global Responsibility, Mayors for Peace, Pax Christi International, LIFPL, la Confédération syndicale internationale et la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies (FMANU). ICAN s'efforce d'obtenir la tenue de négociations internationales pour une convention sur les armes nucléaires et publie des documents qui soutiennent cette idée¹⁷.

Il convient de noter trois autres campagnes qui militent pour l'abolition nucléaire. Mayors for Peace qui soutient d'autres initiatives, dont ICAN, défend depuis novembre 2003 sa propre campagne intitulée 2020 Vision Campaign, le but étant de rallier un soutien en faveur de l'élimination des armes nucléaires d'ici à 2020. Elle a été approuvée par le parlement de l'Union européenne, la Conférence des maires des États-Unis et l'Association des maires de grandes villes du Japon, pour ne citer qu'eux¹⁸. L'Initiative des puissances moyennes, fondée en 1998, est une collaboration entre huit ONG internationales et les gouvernements de « puissances moyennes ». Ensemble, ils tentent de convaincre les États dotés d'armes nucléaires de prendre des mesures immédiates pour réduire les dangers nucléaires et entamer des négociations pour éliminer les armes nucléaires¹⁹. Enfin, Global Zero, créé en décembre 2008 par un groupe de responsables politiques et militaires de haut rang, s'efforce de stimuler la mobilisation pour mettre un terme à la prolifération des armes nucléaires, garantir la sécurité de toutes les matières nucléaires et parvenir un jour à l'élimination de toutes les armes nucléaires²⁰. Comme il sied à un mouvement représentant plutôt l'« establishment », Global Zero est une initiative qui tente de mobiliser des élites. Global Zero se tient à l'écart des groupes pour la paix et le désarmement mais fait des efforts pour s'adresser à l'opinion publique comme lors de la promotion du film *Countdown to Zero*.

Si l'opinion soutient largement le désarmement nucléaire c'est en grande partie grâce à l'action de toutes ces campagnes et organisations qui œuvrent pour le désarmement nucléaire. Un sondage réalisé en 2008 dans 21 pays dans le monde a constaté que dans 20 pays une grande majorité des gens (entre 62 et 93 % des personnes interrogées) soutenait l'idée d'un accord international pour l'élimination de toutes les armes nucléaires. Même dans le pays où une telle majorité ne se dégage pas (le Pakistan), une majorité relative de 46 % était favorable à un tel traité. Dans l'ensemble, en moyenne 76 % des personnes interrogées dans le cadre du sondage se prononçaient pour un accord et 16 % s'y opposaient. Parmi les États non dotés d'armes nucléaires, l'abolition des armes nucléaires était soutenue par 65 % des personnes interrogées en Turquie, 67 % en Thaïlande, 68 % en Iran, 70 % en Azerbaïdjan et dans les territoires palestiniens, 80 % en Ukraine, 81 % en Indonésie, 83 % en Égypte, 86 % au Nigéria

et en République de Corée, 87 % au Mexique, 93 % en Argentine et 96 % au Kenya. Même parmi les puissances nucléaires, l'abolition était largement plébiscitée : 62 % des personnes interrogées en Inde, 67 % en Israël, 69 % en Fédération de Russie, 77 % aux États-Unis, 81 % au Royaume-Uni, 83 % en Chine et 87 % en France²¹.

La Conférence d'examen du TNP qui eut lieu en mai 2010 à New York fut une excellente occasion pour ce mouvement de rallier de nouveaux soutiens en faveur de l'abolition nucléaire. L'un des points d'orgue de cette mobilisation est intervenu le 30 avril et le 1^{er} mai avec la tenue d'une conférence internationale « For a Nuclear Free, Peaceful, Just and Sustainable World » organisée à Riverside Church, New York. Le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a prononcé à cette occasion un discours devant le millier de militants de 25 pays venus pour échanger des idées et des informations. Le 2 mai, des milliers de militants ont participé à un rassemblement international en faveur de l'abolition nucléaire organisé à Times Square, à la marche jusqu'au siège de l'ONU et au festival pour la paix sur Dag Hammarskjöld Plaza. Deux jours après, dans la salle de l'Assemblée générale des Nations Unies, les organisateurs de cette mobilisation présentèrent aux Nations Unies des pétitions signées par 17 millions de personnes réclamant le début de négociations pour un traité d'abolition nucléaire²².

Les points faibles des mouvements

Malgré ces divers signes de vigueur, le mouvement du désarmement nucléaire est aujourd'hui très affaibli par rapport à l'apogée qu'il connut dans les années 80. Le 2 mai 2010, lorsqu'ils réussirent à mobiliser à New York 15 000 personnes en faveur du désarmement nucléaire, les organisateurs se félicitèrent de ce succès qui était la plus grande manifestation de soutien à l'interdiction de l'arme nucléaire depuis plusieurs décennies. Au début des années 80, les manifestations pour le désarmement nucléaire mobilisaient des foules beaucoup plus importantes : presque un million de personnes aux États-Unis et en Allemagne de l'Ouest, 550 000 aux Pays-Bas, plus de 500 000 en Italie et en Espagne, 400 000 au Royaume-Uni et au Japon, 350 000 en Australie, 300 000 en France, 130 000 en Finlande, 100 000 en Autriche, au Canada et au Danemark, et des chiffres aussi très importants ailleurs. Rien qu'en octobre 1983, près de 5 millions de personnes participèrent à des manifestations pour le désarmement nucléaire²³.

Les gens sont moins nombreux à défiler dans les rues, ils sont aussi moins nombreux à adhérer aux organisations qui soutiennent le désarmement nucléaire. Au Royaume-Uni, la Campagne pour le désarmement nucléaire ne compte aujourd'hui plus qu'un tiers environ du nombre d'adhérents qu'elle avait en 1985. Aux États-Unis, Peace Action a moitié moins de membres que son prédécesseur n'en avait en 1988. Ailleurs, les organisations importantes en faveur du désarmement nucléaire sont devenues dérisoires ou ont disparu. IPPNW ne compte plus qu'un tiers de ses membres par rapport à 1988 ; d'autres organisations ayant été un jour puissantes, comme European Nuclear Disarmament et le Nuclear Free and Independent Pacific Movement, ont disparu depuis longtemps²⁴. Il est certain que de nouvelles organisations sont apparues et

ont prospéré au cours des récentes décennies. C'est le cas, par exemple, de Mayors for Peace. Depuis 2001, après des années de déclin, certaines organisations ont vu le nombre de leurs membres augmenter, mais dans l'ensemble, le mouvement repose aujourd'hui sur une base nettement plus réduite comparée à ce qu'elle était dans les années 80.

Ajoutons que la cohésion entre les organisations s'est dégradée. Aujourd'hui, la diversité des groupes pour la paix et le désarmement présente des avantages, en particulier la possibilité de faire appel à des publics très divers, mais cette diversité des organisations, courante pour des groupes composés de contestataires indépendants, complique l'unité d'action autour des programmes et des activités. Le mouvement est parfois moins efficace que ne devraient l'être ses composantes réunies. Jusqu'à présent, le mouvement moderne pour l'abolition nucléaire n'a pas su se mobiliser autour d'un thème commun avec autant de succès que son prédécesseur ne l'avait fait au début des années 80 lorsque European Nuclear Disarmament avait appelé tous les mouvements européens en faveur du désarmement à s'opposer au déploiement de missiles nucléaires à moyenne portée par l'Est et l'Ouest. Il n'existe pas non plus de digne successeur à la campagne Nuclear Weapons Freeze, qui avait mobilisé au début des années 80 des organisations très différentes dans tous les États-Unis – des groupes pour la paix et le désarmement, des associations religieuses et des organisations syndicales ou professionnelles – pour alerter l'opinion publique américaine.

Aujourd'hui, si le rejet des armes nucléaires par l'opinion publique est largement répandu il ne semble pas être ancré profondément dans les mentalités. Si l'enquête de 2008 a révélé des majorités en faveur d'une interdiction internationale des armes nucléaires, cette interdiction était « fortement soutenue » par seulement 20 % des personnes interrogées au Pakistan, 31 % en Inde, 38 % en Russie, 39 % aux États-Unis et 42 % en Israël²⁵. Cette opposition tiède aux armes nucléaires transparaît également dans la faible participation aux manifestations organisées ces dernières décennies pour le désarmement nucléaire.

Un autre facteur qui sape la capacité des groupes du désarmement à mobiliser l'opinion est le fait que la majorité des gens ne connaissent rien des questions nucléaires. L'échec le plus cuisant du mouvement mondial pour le désarmement nucléaire fut le rejet en 1999 par le Sénat américain de la ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (qui n'est toujours pas entré en vigueur). Un sondage réalisé une semaine après ce vote décisif montrait que si la plupart des Américains soutenaient le traité, 34 % n'en avaient jamais entendu parler et seulement 26 % savaient que le Sénat l'avait rejeté²⁶. Les jeunes semblent être particulièrement mal informés sur les questions nucléaires. En 2010, un sondage réalisé dans huit pays, auprès d'adolescents et de personnes âgées au plus de 39 ans, a montré qu'une grande majorité d'entre eux ne savent pas que la Chine, la France, la Fédération de Russie, le Royaume-Uni et d'autres pays détiennent des armes nucléaires. En fait, seulement 59 % des Américains interrogés savent que leur pays est une puissance nucléaire. Seulement 43 % des Britanniques interrogés savent que le Royaume-Uni a un arsenal nucléaire²⁷.

L'explication de ces faiblesses

À l'heure où de nombreux dirigeants abordent publiquement la question d'un monde sans armes nucléaires, comment expliquer la faiblesse du mouvement par rapport à celui des années 80 ?

Le facteur le plus important est probablement que les gens n'ont pas le sentiment qu'il existe une crise nucléaire. Le mouvement pour l'abolition nucléaire a connu trois grandes périodes de mobilisation : la fin des années 40 (suite à l'indignation suscitée par les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki), la fin des années 50 et le début des années 60 (lorsque les essais de la bombe à hydrogène horrifièrent les gens dans le monde entier) et le début des années 80 (après la détente et alors que la guerre froide réapparaissait, une guerre nucléaire semblait sur le point d'éclater). Aujourd'hui, la guerre froide est derrière nous, les essais nucléaires sont condamnés et il n'y a plus de menaces publiques de guerre nucléaire ; l'opinion publique n'a donc plus l'impression que le désarmement nucléaire est une urgence.

Les gens comprennent par contre l'urgence concernant les guerres en Iraq et en Afghanistan et le conflit israélo-palestinien. La plupart des organisations qui font campagne pour le désarmement sont des groupes pour la *paix* et lorsque la crise nucléaire semble s'éloigner, elles se concentrent sur d'autres questions. Pour la jeune génération, le désarmement nucléaire semble être une question dépassée, qui intéresse plus leurs parents. Les gens de leur âge se sentent davantage concernés par les massacres et les guerres actuels contre lesquels ils se mobilisent et agissent.

Le constat est le même concernant les mouvements sociaux. Les mouvements écologistes, religieux, ceux qui prônent la justice sociale ou défendent les droits de l'homme soutiennent l'abolition nucléaire mais s'occupent généralement de questions qui leur semblent plus urgentes : le changement climatique, les effets négatifs de la mondialisation des entreprises, la pauvreté dans le monde et l'effondrement de l'économie mondiale. Ainsi, même si les responsables des principales confessions religieuses et de grandes fédérations syndicales se sont récemment prononcés pour la disparition du nucléaire, ils n'ont pas vraiment tenté de mobiliser leurs nombreux partisans derrière cet objectif.

Si l'abolition nucléaire n'est pas considérée comme une priorité urgente c'est peut-être aussi dû en partie au fait que les questions nucléaires ne sont pas bien connues. Cela fait plusieurs décennies que l'opinion publique est mal informée sur les questions ayant trait aux armes nucléaires et au désarmement nucléaire. Les chaînes de télévision, de radio et la presse écrite appartenant de plus en plus à des grands groupes davantage intéressés par leurs profits et le maintien du statu quo, les médias ont renoncé, pour la plupart, à la responsabilité qui est la leur d'informer correctement le public sur ces questions. Il n'est donc pas vraiment étonnant que tant de gens soient mal informés des dangers nucléaires et de l'importance du désarmement nucléaire pour les contrer. De plus, à l'exception des quelques programmes d'études sur la

paix, l'enseignement public sur les questions nucléaires est très insuffisant dans les écoles et les universités.

Le laisser-aller de la mobilisation contre les armes nucléaires s'est aggravé progressivement depuis vingt ans. L'histoire montre que chaque fois qu'un progrès est enregistré, les mouvements sociaux ont tendance à ralentir. Ce fut certainement le cas du mouvement pour le désarmement nucléaire qui diminua considérablement à la fin des années 60 après la signature du Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires puis, une nouvelle fois à la fin des années 80, après que Reagan et Gorbatchev eurent favorisé des accords de désarmement nucléaire et la fin de la guerre froide. Les années 90 furent marquées par d'autres accords de maîtrise des armements et de désarmement (START I, START II et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires) et d'importantes réductions des arsenaux nucléaires dans le monde. Le nouveau Traité START de 2010 et les récentes interventions du Président des États-Unis Barack Obama et d'autres hauts responsables politiques américains évoquant un monde sans armes nucléaires ont certainement réjoui les partisans du désarmement nucléaire, mais auront aussi entraîné un certain relâchement. En effet, pourquoi se donner du mal à adhérer à une organisation en faveur du désarmement nucléaire et à participer à ses activités lorsque les dirigeants s'occupent du problème des armes nucléaires ?

Même les militants les plus motivés ont perdu de leur fougue. Malgré des discours étonnants sur un monde sans armes nucléaires, l'administration du Président Obama n'a guère fait plus que signer avec la Fédération de Russie un modeste accord de désarmement nucléaire. Pendant ce temps, et c'est ce que dénoncent les groupes pour la paix et le désarmement, l'administration a tenté d'acheter le soutien du Sénat américain pour cet accord en prônant une modernisation du complexe américain des armes nucléaires pour un coût de 180 milliards de dollars sur dix ans²⁸. Récemment, lors de la dernière Conférence d'examen du TNP, les dirigeants des groupes pour la paix demandèrent si l'administration américaine entendait participer à l'élaboration d'un traité d'abolition nucléaire ; cette question a beaucoup amusé les représentants du Gouvernement américain qui estiment que c'est une utopie. Un fossé important s'est creusé entre les espoirs d'abolition nucléaire suscités par les discours de l'administration américaine et la réalité des initiatives classiques et progressives du désarmement et de la maîtrise des armements. Le cynisme de cette situation démoralise les militants.

Cette différence entre les objectifs à long terme et les avantages immédiats est, dans une certaine mesure, prise en compte par certaines organisations de la société civile. Divers groupes mobilisés pour la paix et le désarmement sont conscients des limites des pratiques et plans gouvernementaux en matière de désarmement ; ils veulent bien faire preuve de « réalisme » et se contenter de mesures de désarmement progressives. D'autres groupes veulent bien avancer par étapes mais sont résolus à faire pression pour obtenir l'ouverture de négociations sur un traité d'abolition nucléaire. Ils insistent d'ailleurs sur le fait que la mise en œuvre du nouveau Traité START et celle du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ne sont pas une

condition préalable à la tenue de telles négociations. En raison de ces différences de positions, certains groupes importants de la maîtrise des armements et du désarmement décidèrent de ne pas participer aux événements axés sur l'abolition nucléaire organisés en marge de la Conférence d'examen du TNP.

Ces divergences se répercutent aussi sur le financement du mouvement. En général, les financements importants versés par des fondations sont attribués aux acteurs qui prônent des initiatives progressives car les fondations s'intéressent davantage à des résultats immédiats qu'à ce qui pourrait se révéler une utopie. Ceux qui luttent pour l'abolition nucléaire ne disposent donc que de peu de moyens financiers. Par exemple, les événements organisés lors de la Conférence d'examen du TNP en mai 2010 étaient presque entièrement financés par les organisations elles-mêmes. À l'heure où le ralentissement économique mondial entraîne une réduction des contributions financières vers les mouvements sociaux, y compris ceux pour la paix et le désarmement, la décision de financer des projets qui œuvrent pour des changements progressifs fragilise les groupes qui se mobilisent pour un monde sans armes nucléaires.

Un certain nombre de facteurs limitent aussi, à long terme, l'efficacité du mouvement de désarmement nucléaire. Le plus important d'entre eux est l'importance que revêt encore aujourd'hui pour les gouvernements la puissance militaire, y compris les armes, pour protéger la sécurité nationale dans un monde anarchique. Comme l'a déploré un jour l'ancien Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan : « [D]ans un monde où les États continuent de lutter pour le pouvoir [...] les arguments en faveur du désarmement ne sont pas suffisamment écoutés »²⁹. Cette situation reflète aussi l'influence de groupes d'intérêts puissants – militaires, scientifiques et économiques – concernant la fabrication et l'entretien des armes nucléaires. Il ne faut pas négliger non plus le lien entre l'énergie nucléaire et les armes nucléaires, un rapport qui a favorisé la mise au point d'arsenaux nucléaires dans un certain nombre de pays et qui pourrait avoir une influence dans quelques autres. N'oublions pas non plus la tentation de nier la réalité de la question nucléaire. Il est, en effet, difficile d'envisager la possibilité de l'anéantissement nucléaire mondial, ou en tout cas de s'attarder sur cette perspective.

Le mouvement pour l'abolition nucléaire se heurte à une autre difficulté sur le long terme : les problèmes du désarmement nucléaire varient d'un pays à l'autre. Par exemple, au Royaume-Uni, la Campagne pour le désarmement nucléaire lutte depuis plusieurs décennies pour que le pays ne soit plus une puissance nucléaire. Vu le marasme économique actuel et compte tenu des sommes colossales que représente pour le pays la modernisation de son système d'armes nucléaires, les militants britanniques pensent avoir des chances de l'emporter. Dans un pays non nucléaire, comme la Suède, ou dans une nation toujours divisée sur la question de la ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, comme les États-Unis, les militants pour la paix doivent aborder des questions différentes. Même si les mouvements nationaux pour la paix et le désarmement coopèrent, ils ont souvent des priorités différentes.

Malgré tous ces obstacles, les militants ont su rassembler un mouvement mondial très soudé en faveur du désarmement nucléaire. En mobilisant des millions de personnes dans le monde, ils ont encouragé les mesures de désarmement et de maîtrise des armements, refréné l'ardeur des dirigeants tentés par l'option d'une guerre nucléaire et mis l'idée de l'abolition nucléaire au cœur des débats politiques internationaux. Il faut reconnaître que ce sont des avancées considérables³⁰.

Renforcer le mouvement

L'avènement un jour d'un monde sans armes nucléaires ne sera possible que si le mouvement pour le désarmement nucléaire est renforcé. Dans l'idéal, il faudrait qu'il se coordonne en constituant une puissante organisation mondiale. Vu les difficultés stratégiques, organisationnelles et autres que nous venons d'évoquer, une telle unité semble peu probable. Il reste néanmoins un certain nombre de moyens d'accroître la force et la cohésion du mouvement.

Il faudrait, par exemple, qu'il vise un objectif mieux défini, un idéal exaltant, qui mobilise largement le mouvement pour le désarmement. Sans cet idéal, le mouvement s'affaiblit et perd le soutien des militants. Dans les années 80, l'un des objectifs était la disparition du nucléaire en Europe. Il pourrait un jour être celui d'un monde sans armes nucléaires. Cette idée est déjà dans l'air ; elle est défendue par les organisations pour le désarmement et certains responsables politiques. Les groupes pour le désarmement réclament souvent un traité d'abolition nucléaire.

Il faut aussi inclure dans ce grand idéal des mesures progressives. Les mouvements sociaux qui ne cherchent pas à avancer de manière progressive se coupent de la réalité et semblent vouloir l'impossible. Il n'est pas étonnant de constater que les mouvements sociaux efficaces ont compris depuis longtemps l'importance d'associer leurs attentes immédiates à une vision à long terme. Dans ce contexte, l'objectif visé est une source d'inspiration et les résultats à court terme procurent un sentiment de satisfaction immédiat aux militants. Il est vrai que des résultats à court terme entraînent parfois un certain laisser-aller. Cette rançon du succès est inévitable.

L'opinion doit faire pression pour obtenir des gouvernements qu'ils changent leur posture habituelle concernant les arsenaux puissants ; une campagne est donc indispensable pour sensibiliser l'opinion à la nécessité du désarmement nucléaire. Une campagne insistant sur les dangers des armes nucléaires et présentant l'intérêt du désarmement nucléaire est indispensable pour informer les gens et obtenir un soutien plus marqué de l'opinion en faveur de l'abolition nucléaire. Si les fondations versaient des financements importants, il serait nettement plus facile d'informer le public. Même sans ce soutien, les militants, les organisations et les responsables politiques acquis à leur cause pourraient travailler plus efficacement dans leur façon d'utiliser les médias, en particulier Internet, que les militants utilisent énormément.

Ils pourraient aussi faire davantage appel aux réseaux très étendus des organisations qui les soutiennent – confessions religieuses, groupes professionnels, organisations syndicales et écologistes – pour défendre la cause de l'abolition nucléaire en publiant des articles, en informant leurs partisans et en mobilisant leurs membres.

Sans parler d'unité organisationnelle, les groupes pour la paix et le désarmement pourraient améliorer la coopération et la concertation en nouant des alliances et en organisant des manifestations simultanées, des pétitions communes, des diffusions massives de messages électroniques et des conférences nationales et internationales sur l'abolition nucléaire. Toutes ces initiatives renforceraient non seulement le mouvement, mais offriraient au monde un modèle intéressant de mouvement mondial des citoyens.

Enfin, pour se renforcer, le mouvement pour la paix et le désarmement devrait mettre en évidence les liens qui existent entre des questions qui sont parfois perçues comme distinctes. Pourquoi les armes nucléaires et les guerres devraient-elles être considérées comme des problèmes distincts. Ils reflètent un même problème : celui des conflits violents entre États. De ce point de vue, ils peuvent être envisagés de la même façon, l'objectif étant d'accroître la sécurité internationale. En réalité, la tendance va dans ce sens depuis quelques années déjà. Le mouvement mondial pour la paix travaille étroitement avec les Nations Unies afin de limiter les prérogatives des États-nations pour déclencher des conflits. Reste à voir si ces alliés réussiront à instaurer un monde sans armes nucléaires, mais leurs débuts sont déjà très prometteurs.

Notes

1. Lawrence S. Wittner, *The Struggle Against the Bomb*, Stanford (Californie), Stanford University Press [*One World or None*, 1993 ; *Resisting the Bomb*, 1997 ; *Toward Nuclear Abolition*, 2003].
2. Pour plus d'information sur les activités du Bureau international de la paix, consulter le site web <www.ipb.org>.
3. Pour plus de détails, consulter le site de IPPNW, <www.ippnw.org>.
4. IPPNW, 2010, *Zero is the Only Option*, Somerville (Massachusetts).
5. Voir John Burroughs, « The Humanitarian Imperative for Nuclear Disarmament », Briefing Paper for the Middle Powers Initiative/Swiss Federal Department of Foreign Affairs conference « From Aspiration to Reality: Nuclear Disarmament after the NPT Review », New York, 14-15 septembre 2010. Voir aussi <ialana.net>.
6. Le site web de l'INESAP : <www.inesap.org>.
7. Le site web de Reaching Critical Will : <www.reachingcriticalwill.org>.
8. Voir le site web du PNND, <www.gsintitute.org/pnnd>.
9. Le site de Mayors for Peace : <www.mayorsforpeace.org>.
10. « Millions of Workers Demand Nuclear Disarmament », International Trade Union Confederation news, 4 mai 2010, <www.ituc-csi.org/millions-of-workers-demand-nuclear.html>.
11. Christine Beerli, Vice-Présidente, Comité international de la Croix-Rouge, « Eliminating Nuclear Weapons: A Humanitarian Imperative », Statement to the 19th World Congress, International Physicians for the Prevention of Nuclear War, 27 août 2010, Bâle (Suisse).

12. « 65 Years after Hiroshima Bomb, Churches Call for Elimination of Nuclear Arms », nouvelles du Conseil œcuménique des églises, 5 août 2010, <www.oikoumene.org/news/news-management/eng/a/article/1634/65-years-after-hiroshima.html>.
13. « Abolish nuclear weapons », sans date, Greenpeace.org, <www.greenpeace.org/international/en/campaigns/peace/abolish-nuclear-weapons>.
14. Declaration: A World Without Nuclear Weapons is a Realistic Vision, Not a Utopian Dream, Meeting of the Council of the Socialist International, 21-22 juin 2010, <www.socialistinternational.org/images/dynamicImages/File/FINAL_Non-Proliferation-En.pdf>.
15. Lettre adressée à l'auteur par Kate Hudson, présidente, Campagne pour le désarmement nucléaire (Royaume-Uni), 15 septembre 2010.
16. Pour plus d'information sur Abolition 2000, consulter le site <www.abolition2000.org>.
17. Voir le site web de ICAN <www.icanw.org>.
18. Le site web de la campagne 2020 Vision : <www.2020visioncampaign.org>.
19. Pour plus d'information, consulter le site web de l'Initiative des puissances moyennes, <www.middlepowers.org>.
20. Le site web de Global Zero : <www.globalzero.org>..
21. « Publics around the World Favor International Agreement to Eliminate All Nuclear Weapons », WorldPublicOpinion.org, 9 décembre 2008, <www.worldpublicopinion.org/pipa/articles/international_security_bt/577.php?nid=&id=&pnt=577>.
22. Jacqueline Cabasso, Report: For a Nuclear-Free, Peaceful, Just and Sustainable World, New York City, 30 avril-4 mai 2010, <www.wslfweb.org/docs/NPT%20activities%20report.pdf> ; « Nearly 15,000 Marched on May 2! », blog de Disarm Now!, <peaceandjusticenow.org/wordpress>.
23. Lawrence S. Wittner, 2009, *Confronting the Bomb: A Short History of the World Nuclear Disarmament Movement*, Stanford (Californie), Stanford University Press, p. 144 à 166.
24. Ibid., p. 144 à 166, 177 à 182, 193 à 196, 205 et 206.
25. Ces chiffres étaient plus élevés en Chine, en France et au Royaume-Uni ; dans ces pays, l'idée d'un traité d'interdiction des armes nucléaires était « fortement soutenue » par 55 % à 60 % des personnes interrogées. (WorldPublicOpinion.Org, op. cit).
26. G. Gallup, 2000, *The Gallup Poll: Public Opinion 1999*, Wilmington (Delaware), Scholarly Resources, p. 230.
27. « Youth Reject Nuclear Weapons, Survey in Eight Countries Shows », Soka Gakkai International, mai 2010, <www.peoplesdecade.org/about/efforts/survey.html>. L'enquête portait sur les pays suivants : l'Afrique du Sud, le Brésil, les États-Unis, le Japon, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la République de Corée et le Royaume-Uni.
28. Walter Pincus, « Nuclear Complex Upgrades Related to START Treaty to Cost \$180 billion », *Washington Post*, 14 mai 2010.
29. Kofi Annan, discours lors de la conférence intitulée « The Second Nuclear Age and the Academy », John Jay College, City College of New York, 17 novembre 2000, reproduit dans le communiqué de presse de l'ONU SG/SM/7631.
30. Pour plus de détails sur ces questions, voir Wittner, 2009, op. cit.